



LE SAINT ET GRAND CONCILE DE L'ORTHODOXIE FACE À LA BALKANISATION DES ÉGLISES

Par Nicolas KAZARIAN

*Chercheur associé et directeur de l'Observatoire géopolitique
du religieux de l'IRIS*

Juillet 2016

Le saint et grand Concile de l'Église orthodoxe s'est terminé dimanche 26 juin 2016. Après une semaine d'intenses travaux à l'Académie Orthodoxe de Crète, le Concile a produit pas moins de huit textes : un message, une encyclique, et les six documents préconciliaires à l'ordre du jour du Concile, moyennant certains amendements : jeûne, relation avec le reste du monde chrétien, autonomie, diaspora, mariage et mission de l'Église.

Outre ces éléments de fond, le Concile aura surtout profondément redessiné la carte de l'orthodoxie mondiale en redéfinissant les lignes de fracture de cet univers héritier de Byzance. L'idée d'un « Commonwealth byzantin » proposé par Dimitri Obolensky au début des années 1970 ressort très affaiblie de cette séquence conciliaire, au point que nous lui préférons l'expression de « balkanisation des Eglises ». En effet, ce qui devait servir de célébration de l'unité ecclésiale des quatorze Églises autocéphales (indépendantes) orthodoxes s'est transformé en affrontement. Quatre Patriarcats (Bulgarie, Géorgie, Russie et Antioche) ont annoncé quelques semaines, voire quelques jours avant l'ouverture du Concile, qu'ils ne s'y rendraient pas, pour des raisons que nous détaillerons un peu plus bas. Ce groupe demandait au Patriarcat de Constantinople, première dans la communion (fédération) des Églises orthodoxes et assurant la présidence du Concile, de le remettre à une date ultérieure, une fois que les problèmes soulevés auront été résolus. Pour le Patriarche œcuménique Bartholomée, *primus inter pares* (premier parmi les égaux) de l'Église orthodoxe, la convocation du Concile était une décision collective prise en janvier 2016 au cours de la rencontre des primats de l'Église orthodoxe, seule une réunion équivalente était en mesure de l'annuler.

Le Concile a donc bel et bien eu lieu. Son format était réduit à la présence de dix Églises autocéphales orthodoxes. Les délégations, composées par vingt-quatre évêques membres, étaient présidées par les primats de ces Églises. Plus de cent cinquante évêques étaient présents. Il s'agissait du premier concile de ce genre pour l'Église orthodoxe depuis 1200 ans et notamment depuis le schisme des Églises d'Orient et d'Occident en 1054. Il marque à bien des égards un retour de l'orthodoxie dans l'Histoire, à la suite d'un 20^e siècle marqué par les persécutions, l'athéisme, l'exile et les nombreux conflits armés, dont certains font encore rage, notamment au Moyen-Orient. Le réveil de l'orthodoxie sur les cendres du

totalitarisme, porté par la montée en puissance de sa diaspora, explique aussi le renforcement du prisme nationaliste, comme la reprise des conditions irrédentistes de la fin du 19^e siècle qui avaient accompagné la naissance de nouveaux États dans le Sud-Est européen par la création de nouvelles Églises.

LA BALKANISATION DES ÉGLISES

Ce tropisme national, voire nationaliste, revivifié explique dans une large mesure la balkanisation de l'orthodoxie que le retrait de quatre Patriarcats du processus conciliaire manifeste. Les semaines avant la tenue du Concile ont vu une accélération considérable des événements à la fois en raison de l'opposition croissante des Églises au processus conciliaire au travers de leurs membres les plus conservateurs, mais aussi à cause des effets systémiques de l'organisation même de l'orthodoxie. En effet, tous les saints synodes (organes décisionnels composés par l'épiscopat des Églises locales respectives et présidés par les primats de ces Églises) des Églises locales orthodoxes se sont réunis préalablement à l'ouverture du saint et grand Concile afin de discuter les documents préconciliaires et de déterminer la composition des représentations qui devaient accompagner les primats. Il est apparu que les documents les moins consensuels ont été ceux au sujet de la mission de l'Église dans le monde contemporain et des relations de l'Église orthodoxe avec le reste du monde chrétien. Le débat s'est cristallisé sur l'appellation d' « Église » appliquée aux communautés non-orthodoxes, à savoir à l'Église catholique romaine et aux Églises issues du protestantisme. Cette question avait notamment été soulevée par les Églises de Bulgarie, de Géorgie et de Grèce, ainsi que dans une lettre produite au mont Athos, péninsule monastique historique extrêmement influente dans l'Église orthodoxe. L'œcuménisme était et continue à être un indicateur extrêmement fidèle permettant d'évaluer le cloisonnement des Églises.

C'est de Sofia qu'est parti le premier coup de tonnerre. Un faisceau d'indices faisait déjà craindre le retrait de l'Église. Dans sa décision du 1^{er} juin 2016, le saint synode de l'Église de Bulgarie demandait que le saint et grand Concile soit remis à plus tard en raison du grand nombre de questions encore en suspens, tout en soulignant que l'ordre du jour était incomplet. Le document évoque encore que la manière dont les primats devaient siéger, en

arc de cercle, n'était pas suffisamment respectueuse de l'égalité entre les sièges ecclésiastiques¹. Dans l'espace européen, l'Église de Bulgarie demeure l'une des Églises orthodoxes les plus isolées. Sa résistance au dialogue œcuménique en est un signe, auquel s'ajoute une sortie de la période communiste mal engagée, une hiérarchie encore peu formée théologiquement, tant au sein du pays qu'à l'international, comme le rappelle Smilen Markov, docteur de l'Université de Cologne et professeur assistant à l'université de Turnovo. Selon l'analyse de ce dernier, la Russie agit comme une figure tutélaire : « When it comes to international contacts, the Bulgarian side is very often following the position of the Russian church. »²

Il ne faut sans doute pas sous-estimer non plus les tensions survenues à l'issue de la visite du Patriarche œcuménique Bartholomée en Bulgarie quelques mois plus tôt, en novembre 2015. Cette visite avait entraîné les foudres du Premier ministre bulgare, Boïko Borissov, alors que le Patriarche Bartholomée demandait la restitution de reliques accaparées au cours de la Première Guerre mondiale. Mais le véritable différent entre Sofia et Constantinople remonte très certainement au 19^e siècle et à la crise de l'ethnophylétisme (condamné comme hérésie moderne par le Concile de Constantinople de 1872) qui avait vu la rupture temporaire de communion entre les deux sièges. Le nationalisme et la fusion des identités ethno-religieuses demeurent une contradiction tant avec l'universalité du message évangélique qu'avec la répartition territoriale de l'orthodoxie.

L'opposition du Patriarcat d'Antioche était à prévoir, quant à elle, malgré les tentatives de médiation échouées du Patriarcat œcuménique. Dans un communiqué de son saint synode en date du 6 juin, le Patriarcat d'Antioche annulait officiellement sa venue en Crète, demandant que la tenue du Concile soit ajournée jusqu'à la résolution pleine et entière du différent autour du Qatar, qui l'oppose au Patriarcat de Jérusalem. Aux raisons décrites lors d'un précédent article, avant tout d'ordre canonique, il convient aussi d'ajouter la complexe équation géopolitique qui oppose la Syrie de Bachar el-Assad au reste du monde sunnite au

¹ <http://orthodoxie.com/leglise-orthodoxe-de-bulgarie-demande-le-report-du-concile-panorthodoxe/> (dernière consultation, 1^{er} juillet 2016).

² <http://sobor2016.churchby.info/en/comments/decision-of-the-bulgarian-church-a-policy-of-self-imposed-marginalization/> (dernière consultation le 1^{er} juillet 2016).

Proche Orient³. Le fait que le centre administratif du Patriarcat d'Antioche se trouve à Damas en Syrie et que le patriarche d'Antioche, Jean X, soit lui-même Syrien, explique l'option de la part du pouvoir qatari au profit d'une juridiction ecclésiale sur son territoire national en faveur du Patriarcat de Jérusalem.

Le Patriarcat de Russie a fait savoir le 13 juin qu'il ne viendra pas, lui non plus, en Crète en raison de l'absence d'autres Églises. Cette décision prise par les plus hautes instances de l'Église russe rompait avec le discours très engagé des dernières semaines. Nombre de commentateurs avaient tracé un parallèle entre l'ouverture du Patriarcat de Moscou suite à la rencontre du patriarche Kirill avec le pape François à Cuba en février dernier, et la volonté affichée de l'Église russe de participer aux chantiers panorthodoxes. En retirant sa participation, cette dernière, qui comprend la vaste majorité des orthodoxes dans le monde, prenait *de facto* la tête des frondeurs, renforçant par la même occasion la constitution d'un pôle orthodoxe slave, incarné par la théorie du *russskiy mir* (monde russe). Face à la primauté de Constantinople, son absence remet en question la validité d'un événement conciliaire mondial dont la présidence et le crédit en reviendraient au Patriarcat œcuménique. D'ailleurs, cet antagonisme allait être renforcé par l'appel, au même moment, du Parlement ukrainien au Patriarcat œcuménique en faveur de l'octroi du statut d'Église autocéphale dans le pays, au détriment de la juridiction ecclésiale du Patriarcat de Moscou. Il ne faut pas non plus oublier que le retrait de Moscou renforce l'alliance de ce dernier avec le Patriarcat d'Antioche. Pour Jean-François Colosimo, professeur à l'Institut Saint-Serge : « ... les Russes ont longtemps aidé les chrétiens arabes du Patriarcat d'Antioche à se défaire de la tutelle grecque de Constantinople. Émerge ainsi, au cours du XIXe siècle, un véritable axe Damas-Moscou qui s'est maintenu durant la période soviétique et demeure opérationnel aujourd'hui à travers une solidarité financière et logistique entre les deux patriarchats. »⁴

Le Patriarcat de Géorgie a, au même moment, adressé un courrier au Patriarche œcuménique Bartholomée faisant état de la décision du saint synode de son Église de ne pas

³ Nicolas Kazarian, « Le concile panorthodoxe : la formation d'une nouvelle géopolitique orthodoxe », *in State, Religion, Church in Russia and Worldwide* 34 (2016), pp.102-126 (en russe).

⁴ <http://www.la-croix.com/Religion/Monde/Pourquoi-l-Eglise-orthodoxe-russe-refuse-de-participer-au-concile-2016-06-15-1200768849> (dernière consultation, 1er juillet 2016)

envoyer de délégation au Concile. Au cours de la Synaxe des Primats de janvier 2016 à Chambésy (Suisse), le patriarche Élie avait déjà exprimé sa farouche opposition au document sur les relations de l'orthodoxie avec le reste du monde chrétien. L'Église de Géorgie avait d'ailleurs claqué la porte du Conseil œcuménique des Églises en 1997. Plus pratiquement, Tbilissi avait refusé d'accepter le document sur le mariage en raison de son opposition à la possibilité de mariage mixte entre orthodoxe et chrétien non-orthodoxe. Il ne s'agissait non pas tant de répondre au contexte de la diaspora orthodoxe où près de 75% des mariages sont dits mixtes, mais surtout afin de ne pas permettre la multiplication des unions maritales avec un nombre croissant d'Arméniens récemment installés en Géorgie. Sur un plan plus stratégique, certains analystes expliquent l'absence de l'Église de Géorgie comme une manière de ne pas renforcer l'antagonisme entre Tbilissi et Moscou alors que cette première pousse de toutes ses forces en faveur d'une intégration à l'OTAN⁵. Cet aspect bien que subsidiaire sur le plan théologique ne peut être parfaitement évacué de l'équation.

UNE NOUVELLE ÉQUATION GÉOPOLITIQUE PAN-ORTHODOXE

Par conséquent, une nouvelle équation géopolitique de l'orthodoxie tend à se dessiner, en dépit des efforts redoublés du patriarche œcuménique Bartholomée d'entreprendre le difficile exercice de faire du Concile un moment d'unité malgré l'absence de quatre Eglises locales orthodoxes⁶. La ligne de fracture – à ce point il serait tout à fait incongru de parler de schisme – suit assez justement les tendances théologico-politiques des États respectifs. Que l'ombre du Kremlin ait plané sur les discussions du Concile ne fait aucun doute tant l'Église russe s'est évertuée, au moment même où les pères conciliaires se réunissaient, de faire savoir sur des plateaux de télévision tels que *Russie aujourd'hui* que le Concile sans leur présence n'en était finalement pas un⁷. L'absence de Moscou a très certainement renforcé, pour ne pas dire justifié, l'absence des trois autres, au détriment de l'autorité du siège constantinopolitain. D'ailleurs, le Patriarcat d'Antioche dans une déclaration du 27 juin 2016

⁵ https://www.washingtonpost.com/opinions/nato-and-the-eu-desert-georgia/2016/06/16/20f2c7dc-33be-11e6-8758-d58e76e11b12_story.html?wpisrc=nl_headlines&wpmm=1 (dernière consultation, 1^{er} juillet 2016)

⁶ Cf. Nicolas Kazarian, « L'Église orthodoxe : entre équation géopolitique et concile », Observatoire géopolitique du religieux, IRIS, janvier 2016

⁷ <http://pressmia.ru/pressclub/20160617/951065064.html> (dernière consultation, 1^{er} juillet 2016)

confirme cette lecture en qualifiant la rencontre de Crète comme réunion « préparatoire » et non comme Concile⁸.

Enfin, est-ce à dire que la fragmentation du monde orthodoxe suit une trajectoire culturaliste opposant les sphères grecques et slaves ? Même si instinctivement il serait facile d'accepter la logique huntingtonienne d'un « choc » pan-orthodoxe, les débats à l'intérieur même du Concile ont témoigné d'une logique beaucoup plus complexe. Il convient de rappeler que la présence de l'Église de Serbie au Concile, un temps remise en question à quelques jours de son ouverture, de l'Église de Pologne, de celle des terres tchèques et de Slovaquie, infirme cette idée.

En revanche, l'absence des quatre Églises redéfinit la montée en puissance d'une alliance des conservatismes. Exposition au pluralisme, situation socio-politique des États en question et rapport à la mondialisation pèsent sur les alliances religieuses à mesure que le spirituel sert à la politique d'isolement des États et à la constitution d'un axe à la fois conservateur et nationaliste opposé à l'Occident. ■

⁸ <http://orthodoxie.com/le-patriarcat-dantioche-considere-le-concile-orthodoxe-en-crete-comme-une-reunion-preparatoire/> (dernière consultation, 2 juillet 2016)

LE SAINT ET GRAND CONCILE DE L'ORTHODOXIE FACE À LA BALKANISATION DES ÉGLISES

Par Nicolas Kazarian / Chercheur associé et directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / JUILLET 2016

Observatoire dirigé par Nicolas Kazarian, chercheur associé à l'IRIS
kazarian@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS

www.iris-france.org